

Des montagnards entrepreneurs : les Bamileke du Cameroun*

Il faut saluer l'œuvre de Jean-Louis Dongmo, doctorat d'État en géographie soutenu en 1978 (cinquième ou sixième à l'être par un ressortissant d'un pays d'Afrique noire francophone, et premier camerounais) après avoir été réalisé en un temps record, alors que l'auteur avait de lourdes charges d'enseignement à l'université de Yaoundé. Pas de doutes : il est bien, lui-même, une excellente illustration du « dynamisme bamiléké ».

Disons tout de suite que cette œuvre est mal mise en valeur par une édition aussi peu séduisante que possible : mise en page lourde et grise, nombreuses erreurs de pagination, coquilles en rafales, photographies à peine lisibles (aux légendes interverties)... L'auteur, qui croit au « développement auto-centré », a voulu faire imprimer l'ouvrage à Yaoundé même : il en a été bien mal récompensé. D'épreuves d'essai en épreuves d'essai, les erreurs se renouvelaient et les crédits fondaient. Ceux-ci épuisés, il a fallu se contenter d'une présentation qui nuira à la diffusion de ce travail — et c'est dommage. Car le problème abordé est passionnant, crucial pour le Cameroun mais instructif pour toute l'Afrique noire. C'est celui de l'exceptionnelle réussite économique des Bamileke, qui représentent environ un sixième de la population camerounaise¹ mais « trustent » une fraction de plus en plus importante de toutes les activités rémunératrices, quitte à provoquer des réactions de rejet de la part des autres peuples ainsi bousculés. Dans un pays où l'équilibre entre les ethnies est un problème aussi explosif qu'au Cameroun (il lui a valu une dure guerre civile au moment de l'indépendance), aussi omniprésent dans les consciences que formellement nié dans les discours officiels, montrer les dynamiques en jeu est un puissant révélateur, bien que Jean-Louis Dongmo reste d'une prudence de renard sur tous les thèmes qui pourraient prêter le flanc à des mises en cause politiques.

Le pays bamileke — 6 000 km² où vivent 825 000 habitants, selon le recensement de 1976 — est un complexe de hauts plateaux entre 800 et 1 800 m d'altitude (il

* A propos de Jean-Louis DONGMO, *Le dynamisme bamiléké (Cameroun)*. I : *La maîtrise de l'espace agricole*. II : *La maîtrise de l'espace urbain*, Yaoundé, [Centre d'édition et de production pour l'enseignement et la recherche], 1981, 424 + 294 p., cartes, ill., tabl., bibl.

1. Officiellement, il n'y a, au Cameroun, que des Camerounais : la mention d'ethnie a disparu des recensements depuis 1964. Seul est spécifié le lieu de naissance, mais il ne peut servir à retrouver les migrants de la deuxième génération. D'après les chiffres donnés par l'auteur, on peut estimer le nombre des Bamileke entre 1 500 000 et 1 600 000.

culmine, aux monts Bambouto, à 2 770 m), pour l'essentiel entre 1 200 et 1 600 m. Il s'agit — schématiquement — de nappes basaltiques sur un socle cristallin, aux sols moyens sur celui-ci, remarquablement bons sur celles-là. Le climat, frais et bien arrosé (de 1 500 à 2 000 mm), est très favorable aux activités humaines, et les hommes n'ont pas manqué, depuis plusieurs siècles (du XVI^e au XIX^e, semble-t-il), de venir nombreux s'y implanter et y développer une civilisation très originale.

« Les Bamiléké », à vrai dire, c'est une invention coloniale : il y avait, en réalité, cent deux chefferies (de taille et de population très diverses) farouchement autonomes, qui n'avaient aucune conscience de leur unité (les nombreux dialectes bantoïdes ne sont guère inter-compréhensibles, d'où le recours précoce au pidgin english comme langue véhiculaire). C'est le regard d'autrui, le colonisateur puis les autres Camerounais, qui les a unifiés ; avec efficacité, car ils forment aujourd'hui un bloc remarquablement cohérent².

Ce qui caractérise les Bamileke, c'est que la société, à l'inverse du reste de l'Afrique (où la position de chacun est déterminée par son âge et par son lignage, paramètres sur lesquels il n'a aucune prise), est fondée sur la *promotion individuelle* : à chacun de progresser, s'il ne veut pas reculer ou disparaître. Car « la famille bamiléké éclate à chaque génération pour donner naissance à de nouvelles familles » (I : 50) ; seul le meilleur des fils — c'est-à-dire le plus courageux et le plus habile au travail — est désigné comme héritier universel par le père *in articulo mortis* (de peur que, se sachant désigné depuis longtemps, il ne relâche son effort). Celui-ci reçoit les terres, les femmes et le crâne du père et de ses ancêtres, dont ses sacrifices rituels assureront la survie métaphysique (ne pas avoir de fils, c'est mourir pour de bon). A chacun des autres fils de fonder à son tour une lignée, de devenir un ancêtre. Pour se faire ainsi une place au soleil, chacun ne peut compter que sur ses propres efforts.

De la société, le chef est le pivot autour duquel s'articulent vie religieuse et vie matérielle (propriétaire éminent du sol, il peut, en théorie, le redistribuer à sa guise), pouvoir judiciaire et autorité politique. Il est entouré de sa famille immédiate et de ses notables, pour lesquels la loi de la promotion individuelle joue aussi : les petits-fils des chefs et les enfants des notables replongent dans l'anonymat si leurs efforts ne les maintiennent au premier rang.

Mais la véritable structure de la société (les fonctions de la chefferie sont plus symboliques que ne l'affirme l'auteur) est l'ensemble des associations et des confréries qui réunissent les Bamileke par classe d'âge, par affinité ou par voisinage pour pratiquer en commun liturgies et fêtes, et pour s'entraider dans le travail et dans l'épargne. Ces associations sont hiérarchisées, et l'on monte de l'une à l'autre par cooptation, selon un véritable *cursus honorum* qui grimpe jusqu'au faite des honneurs et de la puissance politique (excepté le trône du chef, protégé par son caractère religieux). Pour réussir dans ces associations, il faut faire face à de lourdes dépenses, être capable de régaler ses confrères à foison de viande de chèvre et de flots de vin de palme, et aujourd'hui il faut pouvoir dépenser de grosses sommes d'argent. C'est dire que le succès social repose sur le succès matériel : seul celui qui réussit dans ses entreprises (l'élevage, l'agriculture, le commerce autrefois, les formes modernes de l'artisanat, du négoce, de l'industrie aujourd'hui) peut progresser dans la société. D'où ce que Jean-Louis Dongmo appelle « la mystique du progrès », moteur de l'acharnement au travail des Bamileke et cause première de leur formidable émigration : « l'émigré part parce qu'il n'arrive pas à se procurer sur place les moyens nécessaires pour monter dans la société [...] Cela revient à quitter provisoirement sa communauté pour aller chercher ailleurs les moyens de mieux s'y réinsérer, à une place plus élevée, plus avantageuse et plus satisfaisante » (I : 53).

2. L'auteur reprend telles quelles les analyses anthropologiques de Jean Hurault et Jean-Claude Barbier.

Cette originalité des structures sociales induit donc des caractères psychologiques particuliers : l'égalité (des non-héritiers entre eux, des héritiers entre eux) au départ et la sélection par la réussite — qui engendrent la plus vive émulation : « quand quelqu'un fait quelque chose de bien, ses voisins non seulement s'efforcent de l'imiter, mais de le dépasser » (*ibid.*), l'audace, la persévérance, l'aptitude à l'innovation. Cet état d'esprit commande une éducation fondée très précocement sur l'activité productive (garçonnetts et fillettes ont leur bout de champ, leur petit élevage, dont ils vendent les produits et gèrent eux-mêmes les revenus ; mais aujourd'hui c'est à l'école que les petits Bamileke sont vigoureusement poussés, grâce aux sacrifices des parents) et le goût de la plus grande indépendance, que ce soit dans l'autonomie économique de la femme ou dans la dispersion systématique de l'habitat (même dans les installations récentes le long des routes qui suivent les lignes de crête).

Ce qui n'empêche pas la solidité de la famille (célibat et divorce sont pratiquement inconnus) et sa fécondité. On se marie jeune et l'on veut avoir beaucoup d'enfants. « Pour qu'un individu continue à vivre après sa mort, il faut qu'on lui offre des sacrifices, et cette vie est d'autant plus intense et heureuse que le mort reçoit des sacrifices plus nombreux et plus dignes ; or seule la descendance [ajoutons : patrilinéaire] de quelqu'un peut lui offrir des sacrifices après sa mort » (I : 78). Forte nuptialité, forte fécondité, mortalité réduite par l'excellence du climat, d'où une forte croissance (une enquête de la SEDES en 1965 concluait à un accroissement naturel compris entre 2,1 % et 2,8 % par an : depuis, il a dû se redresser considérablement).

D'où un alourdissement menaçant de densités de population déjà remarquablement élevées : une centaine d'habitants par kilomètre carré en moyenne sur les sols médiocres du sud du pays bamileke, cent cinquante sur les bons sols du nord. Six des cent deux chefferies dépassent 350 hab./km², et quatorze autres 200 ; 137 hab./km² en moyenne dans le département de la Ménoua, 158 dans celui de la Mifi³.

Favorisés par les qualités du milieu naturel, aiguillonnés par la densité démographique, les Bamileke ont mis sur pied l'une des plus remarquables agricultures africaines, dont la description donne lieu aux meilleures pages de l'ouvrage. C'est le fameux « bocage bamileke », où des clôtures (un croisillon ligaturé de nervures de palmier qui, sitôt plantées, se mettent à reverdir) isolent de la dent des chèvres une mosaïque de petits champs complantés, minutieusement entretenus.

« Chaque terroir est défini par une structure particulière du complexe pente-sol-eau » (I : 97). Dans les bas de pente poussent les palmiers-raphia, qui donnent l'indispensable vin de palme et la matière première de tout l'artisanat de la construction et de la vannerie. Sur les colluvions du tiers inférieur de la pente se situent les cultures les plus riches ; au-dessus, sur les sols plus pauvres de la partie convexe du versant, viennent les cultures moins exigeantes, puis l'élevage. L'habitat (au contact concavité-convexité) et le parcellaire jouent très finement sur les différences topographiques et pédologiques (on morcelle plutôt les moins bons sols). Les techniques agraires (semailles sur billons — dans le sens de la pente — qui alternent avec les sillons chaque année, enfouissement d'engrais verts, usage de légumineuses, fumure par les chèvres que l'on isole dans des enclos choisis) sont remarquables par leur intensité et leur efficacité. Le travail est très lourd pour tous mais repose surtout sur la femme (qui passe en moyenne dix heures par jour aux champs) : c'est elle qui assure toute la production vivrière (macabo, ou taro et, devenu dominant au

3. Selon le recensement de 1976. L'auteur, malheureusement, n'exploite pas à fond toutes les données démographiques et n'utilise pas les recensements plus anciens pour montrer le rythme et la diversité des croissances.

xx^e siècle, maïs), tandis que l'homme se consacre à l'élevage, à l'arboriculture (cola jadis, café aujourd'hui), à quelques plantes nobles (tabac, canne à sucre), à la collecte du vin de palme et à la réparation des clôtures.

Le xx^e siècle a bouleversé cet équilibre. Conquis tardivement (de 1903 à 1909), le pays bamileke fut voué par les colonisateurs, allemands puis français, au rôle de réservoir de main-d'œuvre, au profit des plantations et des grands travaux des régions côtières. Jean-Louis Dongmo décrit bien la brutalité du recrutement forcé — et aussi son inefficacité ; il cite le cas de 159 manœuvres recrutés ainsi en 1945 pour le Moungo : 43 s'évadèrent le jour de leur arrivée, 52 un peu plus tard ! (I : 125). Cette ponction humaine fut à l'origine d'une émigration massive qui, en modifiant la répartition de la main-d'œuvre (ce sont les forces vives qui partent), sape l'agriculture traditionnelle, abandonnée à des femmes de plus en plus âgées : l'élevage caprin disparaît, et avec lui le paysage bocager. Les troubles très violents de la révolte qui secoua le pays bamileke en 1959-61 (avec des transferts massifs de population) détruisirent de larges pans d'une civilisation agraire qui ne s'est pas reconstituée.

En 1923, on s'avisa que ces hautes terres convenaient à merveille au café arabica, qui se diffusa à partir de 1927. Point besoin d'employer la contrainte : « l'engouement fut si fort que [les autorités coloniales] ont dû intervenir pour discipliner l'ardeur des paysans » (I : 128). Une réglementation sévère contrôlait les plantations, de peur que leur prolifération n'entraînant une baisse de la qualité, des épiphyties et la famine par l'abandon des cultures vivrières. Seuls les chefs et les notables bien vus étaient autorisés à planter du café (ils en profitaient pour accaparer et s'adjuger à titre individuel les terres de la chefferie : l'appropriation privée du sol a été, en pays bamileke comme souvent en Afrique, l'une des retombées de la colonisation). La volonté frustrée de faire du café de ceux qui étaient tenus ainsi à l'écart d'une telle source d'enrichissement rompit toutes les digues à partir de 1945-1950, submergeant le pays bamileke sous les caféières (12 % de la superficie totale en 1970) : 4 millions de plants en 1941, 26 en 1955, 43 en 1958, 82 en 1967... Mais si tous peuvent devenir planteurs (y compris, de nos jours, des jeunes et des femmes), seuls ceux qui disposent de beaucoup de main-d'œuvre — chefs, notables et maintenant citadins enrichis — peuvent devenir de grands planteurs (1,4 % seulement des plantations ont plus de 5 ha).

Le sens pratique et l'art de l'association des Bamileke se déployèrent à fond dans l'organisation de coopératives remarquablement efficaces (une par département, coiffée par la fameuse et richissime Union des coopératives du café arabica de l'ouest), qui collectent, conditionnent, paient, exportent la production de milliers de planteurs et les encadrent techniquement. Les autres retombées de la manne caféière furent la multiplication des routes (qui attirent de plus en plus les habitations), la modernisation de l'habitat (par substitution du rectangle de banco à la merveilleuse case traditionnelle de bambou, carrée à haut toit conique : esthétiquement, c'est un désastre), la chute de l'élevage et donc du bocage, le renforcement de l'appropriation individuelle du sol, le développement du salariat (le *djob*, en pidgin), l'inflation du coût des dots (300 000 F en moyenne en 1970), l'essor de la scolarisation (des seuls fils de notables planteurs autrefois, de tous désormais).

Mais les prix mondiaux du café sont, on le sait, bien aléatoires : 200 F le kg en 1951, 273 en 1954, 160 en 1968, 225 en 1976... (l'auteur estime à 37 % la chute du pouvoir d'achat du café de 1964 à 1974). La réponse des paysans est l'essor du vivrier pour la vente dans les villes (avec un renouveau du petit élevage : lapins, volailles, porcs) et la recherche de nouvelles terres à la périphérie. Le système a atteint ses limites : « la dégradation du bocage et l'apparition de friches sur les sols abandonnés pour épuisement introduisent dans le paysage une regrettable note de décadence, qui tend à éclipser l'aspect de jardin que revêtent habituellement les champs bamiléké » (I : 184). Grenier des villes camerounaises (voire gabonaises), le pays bamileke donne toujours une impression d'abondance généralisée, mais celle-ci est largement

factice : la lutte contre l'épuisement des sols est loin d'être victorieuse et, de fait, les paysans se privent pour vendre leur vivrier. La seule véritable solution, c'est l'émigration.

Le recensement de 1976 permet à Jean-Louis Dongmo de repérer 65 000 Bamileke ayant changé de département et 100 000 citadins restés à l'intérieur de leur province, 280 000 natifs de l'Ouest vivant à l'extérieur de la province, avec peut-être 500 000 nés en diaspora. Cela fait presque un million de Bamileke qui auraient quitté leur terre ancestrale, dont 800 000 (la moitié de l'ethnie) vivant en dehors de la province de l'Ouest. C'est au sud, sur les médiocres terres cristallines du Haut-Nkam et surtout du Ndé que le mouvement est le plus ancien et le plus massif : 50 % des natifs du Ndé sont hors du département et 35 % de ceux du Haut-Nkam ; mais il a aussi gagné le centre et le nord (Mifi : 27 % d'absents, Ménoua : 16 %, Bambouto : 14 %). Ceux qui partent sont surtout les jeunes hommes : dans le Ndé, il manque 76 % de la tranche d'âge masculine des 20 à 30 ans⁴.

En réfléchissant sur les causes de cet exode, l'auteur signale le rôle de « pompe migratoire » de l'école et cite les classes de cours moyen 2^e année de Bafou : sur 1 187 enfants qui y sont passés entre 1971 et 1976, 41 seulement sont restés à la campagne ; d'ailleurs, précise-t-il, presque tous « des incapables » (I : 203). Mais il a raison d'insister : l'école n'est pas la cause de la fuite, mais le moyen d'échapper au surpeuplement, inéluctable quand l'« indice d'intensité de l'espace cultivable » (100 = occupation optimale) va de 119 (Bambouto) à 172 (Mifi et Ndé) et 176 (Haut-Nkam). Partir est donc la solution choisie par la moitié des Bamileke. L'étude des migrations vers les zones rurales constitue la deuxième partie de l'ouvrage, celle vers les villes la troisième.

*

L'auteur analyse donc ensuite, l'un après l'autre, les domaines de la colonisation bamileke en cherchant à quantifier au maximum volumes et durées, en utilisant les informations disponibles ou en lançant des enquêtes légères, pas toujours très rigoureuses mais néanmoins évocatrices.

Le Moungo est un vaste département qui relie le pays bamileke à la mer et à Douala, composé d'un « couloir » central d'excellents sols volcaniques, drainé par un double axe ferroviaire et routier autour duquel ont proliféré plantations et gros bourgs. C'est, depuis l'époque allemande et surtout l'entre-deux-guerres, le principal exutoire des Bamileke (un tiers de la population du Moungo en 1947, deux tiers en 1964, près des trois quarts aujourd'hui). Il s'agit là de la migration la mieux enracinée, comme en témoignent les rapports d'âges et de sexes, caractéristiques d'une implantation définitive. Venus initialement comme main-d'œuvre des plantations, les Bamileke ont su profiter de la crise économique des années 1930 pour racheter les exploitations des autochtones en faillite, puis de l'indépendance pour acquérir celles des Européens qui se retiraient (sur 22 plantations européennes — de café essentiellement —, 2 sont passées à l'État, 2 à des Duala, 18 aux Bamileke, éventuellement groupés : jusqu'à 88 pour se partager 200 hectares). D'où le passage à une culture beaucoup plus « africaine », morcelée, avec faible recours au salariat (37 % des planteurs, contre 63 % chez les autochtones), complantée (par les femmes, qui ont le droit d'y faire du vivrier intercalaire en échange de travaux de nettoyage).

4. Les phénomènes de retour sont loin d'être négligeables : ils concernent de 12 % (Bambouto) à 22 % (Haut-Nkam) des résidents. L'enquête montre que 60 % des hommes sont revenus pour finir leurs jours au pays, mais 35 % sont rentrés à la suite de l'échec de leurs tentatives lointaines : le dynamisme bamileke a aussi ses bavures.

Mais cette relative éviction des autochtones ne s'est pas faite sans tensions, qui ont eu leur part dans les troubles violents de l'époque de l'indépendance.

Les plaines de la province du Sud-Ouest (autour de Kumba), naguère sous tutelle britannique, présentent à peu près le même milieu naturel et la même histoire, avec en plus un jeu sur l'ancienne frontière coloniale : la « zone anglaise » pouvait servir de refuge aux Bamileke qui fuyaient le travail forcé ou la répression anti-UPC, mais ils s'y retrouvaient étrangers, défavorisés par rapport à leurs grands concurrents, les Ibo, sujets britanniques (situation qui s'est inversée depuis la réunification de 1961, faisant maintenant des Ibo des Nigériens).

Au sud-est du pays bamileke, sur la route qui mène à Yaoundé, les Bamileke ont submergé les rares autochtones de la région de Makénééné, par une migration « en tache d'huile ». Ils font du riz, du cacao, du palmier à huile sur des terres qu'ils ont défrichées librement (pour 69 % d'entre eux, contre 20 % qui ont acheté leurs plantations) ; mais les terrains encore vacants deviennent de plus en plus rares.

A l'est, la région de Foubot appartenait à leurs frères ennemis ancestraux, les Bamun, qui ne peuplaient guère ses sols volcaniques prodigieusement fertiles. Les Européens, là aussi, attirèrent la main-d'œuvre bamileke pour leurs plantations. L'administration coloniale, en 1925-1930 puis surtout 1930-1935, s'efforça d'y installer des colons bamileke, mais c'était sur des sols de roc, bien moins fertiles ; le café n'était pas autorisé, et en outre les migrants — pas toujours vraiment volontaires — étaient laissés sous une étroite tutelle de leurs chefferies d'origine. C'était là brider le mécanisme traditionnel du dynamisme migratoire : on s'en va de chez soi pour échapper aux tutelles et devenir quelqu'un ; à quoi bon le faire s'il n'y a aucun espoir de promotion ? La moitié sans doute des 4 000 personnes péniblement implantées alors sont reparties (tout en conservant leurs exploitations : les distances sont trop courtes pour exiger la résidence). A l'inverse de cet échec, on a assisté, depuis trente ans, à un afflux de migrants spontanés qui ont fait de la région de Foubot le plus riche grenier du Cameroun, en particulier pour les cultures maraîchères.

Un exemple tout de même de migration encadrée réussie : l'« opération Yabassi-Bafang », au sud du pays bamileke. Il y a là, dans un angle mort, des forêts épaisses couvrant un relief chaotique. Cette zone à peu près déserte servit, après l'échec de l'insurrection de l'UPC, de base de repli aux maquisards. L'armée décida, en 1965, d'y percer une route stratégique. Pour valoriser l'opération (et récupérer les anciens « gardes civiques », jeunes Bamileke qui avaient choisi le camp loyaliste et que le retour au calme démobilisait), on s'avisa d'en faire un projet de colonisation agricole, pour 4 500 colons installés sur 20 000 hectares à défricher, dans une quinzaine de villages créés *ex nihilo*. Malgré la dureté des conditions de vie en pleine forêt équatoriale pour des hommes habitués aux hauts plateaux, l'implantation est un succès, comme en témoigne la vitalité des villages, que dirigent des comités élus. L'opération Yabassi-Bafang a permis à des jeunes (71 % de moins de 35 ans, dont 18 % de moins de 20 ans) avides de promotion (62 % avaient déjà migré) d'accéder ainsi immédiatement à la terre, ce qui, ailleurs, n'est possible qu'au terme d'une vie de labeur et d'épargne.

*

« Pas de ville au Cameroun qui ne possède sa colonie bamiléké [...], où l'on trouve les Bamiléké les plus instruits, les plus engagés dans l'économie et la société modernes, les plus riches et les plus puissants », ceux qui contribuent le plus, par leurs envois de fonds, à la « modernisation de leur pays d'origine », bref : « le moteur de toute l'ethnie » (II : 3) (souligné par nous, Y. M.).

La « prise en charge », comme aime à dire Jean-Louis Dongmo, du milieu urbain commence par celle de leur propre province, que les Bamiléké peuplent de façon quasi exclusive (plus de 90 % d'entre eux résident dans leurs cinq chefs-lieux, les

autres habitants étant des fonctionnaires ou des commerçants hausa, maîtres — par exemple — de la boucherie).

Pourtant les Bamileke, fidèles à l'habitat dispersé, ignoraient totalement le fait urbain jusqu'en 1903 (fondation du poste colonial de Dschang). Depuis les années 1950, ce sont eux qui peuplent, construisent, animent, équipent ces villes qui ont connu un essor brutal depuis l'indépendance (Bafoussam explose de 10 000 habitants à 40 000 entre 1960 et 1970 ; le choc de la guerre civile passé, le rythme est redevenu plus normal : 62 000 habitants en 1976). Plus remarquable encore : chacune est peuplée aux trois quarts de gens originaires du département. Ce qui s'est passé est un phénomène d'appropriation collective par ces peuples initialement éclatés entre leurs cent deux chefferies : les villes sont devenues leur territoire commun, et tout particulièrement Bafoussam (fondée en 1925 à l'intersection de trois chefferies, donc *no man's land*, c'est-à-dire *all men's land*), leur incontestable capitale. Patriotisme de clocher et sens des affaires se conjuguent pour que chacun y investisse l'argent gagné ailleurs : « un Bamiléké se rend compte qu'un équipement donné (hôtel, cinéma, collège) est absent ou insuffisant [...]. Pour rendre service à sa ville et en même temps se faire de l'argent, il réalise ledit équipement » (II : 14). Une exception, Bangangté, le bien peu reluisant chef-lieu du Ndé, qui paraît à Jean-Louis Dongmo « une énigme extrêmement difficile à comprendre » (le dynamisme bamileke aurait-il parfois des défaillances ?). L'explication se trouve pourtant dans le texte même : le Ndé est le plus pauvre des départements (les sols les moins bons, le climat le moins favorable) ; c'est celui où l'exode a été le plus précoce, le plus massif, le plus épuisant : un seuil a été passé, où ce patriotisme symbolique ne fonctionne plus (en outre, Bangangté est le centre d'une importante chefferie et les autres ressortissants du Ndé doivent avoir de la peine à s'y sentir vraiment chez eux).

Douala (450 000 habitants en 1976), métropole économique du Cameroun, compte, selon l'auteur, 47 % de Bamileke. L'histoire foncière originale de la ville⁵ en commande toujours les grandes structures. L'échec du plan d'urbanisme allemand a laissé les autochtones duala maîtres des vieux quartiers commerçants et résidentiels de l'ouest et du sud. Au centre, béait le territoire vacant de New Bell, qui a très vite accueilli les étrangers, et en particulier les Bamileke qui s'y entassèrent dans un désordre urbain inextricable (encore que, si la voirie et les assainissements sont désastreux, l'habitat ne soit pas catastrophique). À l'est, la croissance urbaine se fait par achats (illégaux) aux autochtones, les Bamileke y jouant le rôle de pionniers. L'auteur n'a malheureusement pas développé un exemple particulièrement remarquable de ce dynamisme : le rôle moteur des Bamileke dans l'aménagement de ces quartiers, grâce à tout un système de travaux en commun et de collecte de l'épargne pour drainer, remblayer, viabiliser, édifier dispensaires, écoles, marchés... C'est là un cas exceptionnel d'auto-développement des quartiers, explicable seulement par les capacités d'organisation des Bamileke, très majoritaires sur ces franges, qui sont des zones de promotion sociale et non de rejet.

Yaoundé (300 000 habitants), capitale politique, beaucoup plus cosmopolite, compte plus d'un quart de Bamileke (dont 24 % seulement sont venus directement des campagnes, contre 30 % arrivés de Douala, 23 % des villes bamileke, 15 % de Nkongsamba...). Nkongsamba, troisième ville du pays (71 000 habitants), chef-lieu du Moungo, a été longtemps la véritable métropole du pays bamileke tout proche, jusqu'à l'émergence récente de Bafoussam. Les Bamileke y restent très majoritaires (86 %), bien que son pouvoir attractif soit en net déclin (hormis celui de ses établissements scolaires) : « Nkongsamba n'est plus une ville où les jeunes ruraux viennent chercher du travail ; au contraire, ses propres jeunes vont en chercher ailleurs » (II : 115).

5. Cf. les travaux de René Gouellain et de Philippe Haeringer.

Bien d'autres villes encore ont attiré une colonie bamileke : Kumba (Sud-Ouest), Mbalmayo (Centre-Sud), Garoua (Nord), ainsi que les principaux foyers économiques du Gabon, où les Bamileke épargnent âprement : « avec cet argent, on construit sa maison au pays d'origine, mais surtout on investit dans les grandes villes : achat de lots et construction de maisons à louer, mise en circulation de taxis, ouverture de garages ou de boutiques. Bref, on investit cet argent pour préparer l'après-Gabon » (II : 158).

*

La conquête des « activités non agricoles » forme la dernière partie de l'étude ; l'auteur les passe en revue méthodiquement, en recherchant les données chiffrées disponibles. Il constate — non sans quelque triomphalisme — que les Bamileke sont aussi nombreux dans la main-d'œuvre non qualifiée (66 % des dockers de Douala) ou qualifiée (30 % des ouvriers de l'usine CICAM) que dans les activités intellectuelles (30 % des étudiants en lettres, mais 53 % de ceux de sciences)⁶. Ils se présentent dans les écoles d'ingénieur : « c'est en leur faveur qu'est en train de se faire la camerounisation des cadres des entreprises privées ; à leur grand nombre s'ajoute leur réputation de travailleurs acharnés » (II : 169). Chacun cherche à améliorer sa position, le manœuvre à devenir ouvrier qualifié, le *motor-boy* à devenir chauffeur. Cours du soir et leçons par correspondance font des milliers d'adeptes. La solidarité ethnique est de règle (« Quand un Bamiléké a une panne, il met sa voiture au garage chez un frère » [II : 231]).

Le commerce reste pour les Bamileke « une vocation et une tradition [...] suscitant la jalousie des uns, l'admiration des autres » (II : 173), qui a permis la réussite de la génération antérieure à la scolarisation, devenue la « bourgeoisie illettrée ». C'est là où leur dynamisme, leur agressivité, leur solidarité (ils sont capables notamment de pratiquer des *dumpings* concertés aptes à décourager n'importe quel rival) donnent leurs meilleurs fruits : les Hausa sont concurrencés jusque chez eux dans le Nord (au moins pour le commerce de gros, par exemple de la cola), les Ibo refoulés au Nigeria ; les Grecs (qui tiennent au Cameroun le rôle des Libanais ailleurs) sont « grignotés », réduits à exercer des activités très spécialisées ; les grandes compagnies leur abandonnent leurs succursales (en particulier dans l'Ouest), ou sont même rachetées. A Nkongsamba, sur quarante-neuf magasins modernes (tous étrangers en 1960), trente et un sont actuellement entre les mains des Bamileke⁷.

Mais le commerce — toujours diversifié — n'est jamais la seule activité : les Bamileke ont aussi investi les transports (à Douala et Yaoundé, ils sont 68 % des propriétaires de taxis, possédant 80 % des véhicules), l'artisanat, le conditionnement des produits agricoles d'exportation (ils tiennent 85 % des fours à sécher le cacao du Moungo, et la moitié des décortiqueuses de café robuste), la construction, les services (75 % des hôtels de Douala et de Yaoundé, 100 % de ceux de Nkongsamba, 75 % des cinémas, la moitié des cliniques privées de Yaoundé, de nombreux collèges privés...).

6. L'auteur passe malheureusement beaucoup trop vite sur les problèmes de la scolarisation, récente et massive. Une étude que j'avais faite en 1969 montrait que les Bamileke (18 % de la population) formaient — schématiquement — 25 % des effectifs de l'enseignement primaire, 35 % du secondaire, 45 % des bacheliers.
7. L'auteur se trompe cependant sur la signification de cette substitution, qu'il voit triomphale. Il n'a pas saisi le phénomène — général en Afrique — du repli des compagnies étrangères sur les grandes capitales, et de l'abandon de leurs réseaux ramifiés. Dans le cas de Nkongsamba, il y a en plus la perte de la fonction régionale (au profit de Bafoussam).

Un échec, en 1978 : le refus des autorités de laisser s'établir une banque purement bamileke (« incompétence des bourgeois illettrés, ou action occulte des forces néo-colonialistes ou tribalistes, jalouses de la réussite bamiléké ? » [II : 241]). Un beau succès : la percée dans l'industrie, avec, outre de nombreuses boulangeries ou menuiseries, une vingtaine d'usines importantes, dont trois (une brasserie, une usine de chaussures et une de confection) ont un chiffre d'affaires dépassant un milliard de francs CFA et comptent ensemble 1 300 emplois⁸.

Ce sont là plusieurs milliards de capitaux purement bamileke qui ont été réunis, « collectés et mobilisés dans le cadre de l'entraide d'origine traditionnelle » (II : 247). Ce sujet est l'une des parties les plus originales de la thèse, car l'étude des *lung*, ces associations d'épargne et d'entraide, n'est en effet possible que de l'intérieur. Fondées sur la cooptation à partir d'une origine commune, remplissant initialement des fonctions sociales de divertissement, de défense collective et d'aide en cas de maladie ou de décès, mettant autrefois en jeu des échanges de travail (pour la construction d'une maison, par exemple), elles servent aujourd'hui à drainer efficacement des capitaux de plus en plus importants. Trois formes existent : *ntsu'a*, la tontine classique où ce que l'on apporte est remis en bloc à chacun à tour de rôle ; le *bank*, où l'argent récupéré en fin d'année s'est grossi des intérêts des prêts (5 % par mois aux membres, 10 % aux autres), la « bourse d'argent », toute récente, où l'argent versé par les membres est mis aux enchères (qui peuvent monter assez haut), le bénéfice étant également réparti en fin d'année. Ce sont là des formules si fructueuses que des non-Bamileke commencent à les imiter.

In extremis, l'auteur mentionne le rôle de la femme bamileke, dont l'acharnement au travail (dans toutes les branches) « écarte la menace d'être une charge pour son mari » (II : 259).

Les clés du dynamisme bamileke sont donc l'ampleur de la migration et son enracinement (le Bamileke est partout chez lui), le « devoir sacré de l'épargne », la solidarité, la volonté de promotion, la « mystique du développement [...], expression de toute une civilisation » (II : 265).

*

Thèse très riche, donc, et très éclairante. Regrettons cependant que Jean-Louis Dongmo s'en soit tenu, modestement, à la seule dimension géographique, c'est-à-dire spatiale. Bien des aspects sociaux restent à élucider : par exemple, la naissance (ou non) de nouvelles structures sociales dans la bourgeoisie bamileke. La sélection des héritiers, l'égalitarisme des non-héritiers se maintiennent-ils ? Ou bien assiste-t-on à la naissance d'une reproduction héréditaire des inégalités ? Quels sont les rapports de forces entre vieilles chefferies, « bourgeoisie illettrée » et jeune intelligentsia ?

Quelles sont aussi les réactions des autres peuples à ce dynamisme bamileke ? A plusieurs reprises, l'auteur fait allusion aux jalousies, aux crises violentes (« émeutes qui chassent momentanément les Bamiléké des villes du Centre-Sud entre 1957 et 1960 » [II : 211], véritables pogroms de Tombel, en zone anglophone, au moment de l'indépendance) ou aux réactions diffuses, comme celles qui virent les Bamun leur interdire le rachat des plantations européennes de Fombot (« manœuvres occultes et sordides [qui provoquent des] gaspillages scandaleux » [I : 350]) ou celles qui bloquent leurs dossiers dans les organismes financiers parapublics (dont « le personnel n'est pas toujours favorable aux Bamiléké et peut

8. On peut se demander si cet investissement dans l'industrie à Douala n'est pas lié au fait que la spéculation immobilière — bien plus fructueuse — y est monopolisée par les Duala.

toujours donner une suite négative à de bons dossiers qui proviennent d'eux. Pour gagner ses faveurs, les hommes d'affaires bamiléké doivent supporter de nombreux et lourds pots-de-vin » [II : 253]).

Pas de mouvement sans réaction, surtout dans un pays aussi sensible là-dessus que le Cameroun. On comprend qu'une certaine prudence était nécessaire à l'auteur, mais sa présentation des Bamileke — remarquable dans son effort de localisation et de quantification — reste un peu trop unidimensionnelle. La dynamique interne de la société bamileke elle-même reste à explorer.

ORSTOM, Lomé, 1983.